

## **AFFAIRE MANUEL VALLS, EL KHABAR, SANTÉ DE BOUTEFLIKA, ATTAQUES DE SAÂDANI...**

# Ouyahia décline les réponses du pouvoir

**Après sa victoire du week-end dernier à l'issue du 5<sup>e</sup> congrès de son parti, le Rassemblement national démocratique, et sa nouvelle réélection au poste de secrétaire général, Ahmed Ouyahia a donné rendez-vous, hier, aux médias pour une conférence de presse. Et comme prévu, les affaires du RND seront reléguées au second plan. Ce sera, en fait, le directeur de cabinet de la présidence qui s'exprimera à l'occasion. Et sur toutes les questions brûlantes de l'actualité nationale.**

**Kamel Amarni - Alger (Le Soir)** - A commencer par l'état de santé de Abdelaziz Bouteflika et son dernier voyage à Genève, et non pas en France. «Il ne faut pas tout politiser», tranchera Ouyahia qui rappellera que «ce n'était pas la première fois que le Président se rendait en Suisse pour ses contrôles médicaux».

Il faut dire que le dernier séjour médical de Bouteflika en terre helvétique coïncidait, cette fois, avec la vive tension qui caractérise les relations algéro-françaises, depuis la visite du Premier ministre français, Manuel Valls à Alger. «Ce qui a provoqué l'indignation après la publication par M. Valls d'une image du Président Bouteflika, c'est l'énorme indécatesse. Vous êtes Premier ministre d'un pays et vous êtes reçu par le président de la République et tout ce que vous trouvez à faire, c'est de publier une image du Président Bouteflika», commentera Ahmed Ouyahia.

Le directeur de cabinet de la présidence notera, par ailleurs, qu'outre cette «énorme indécatesse», la photo publiée par Valls «n'a rien appris de nouveau aux Algériens. Le Président n'était certes pas dans son meilleur jour, sur cette photo, mais il n'est pas revenu à son état de 2012. Les Algériens le savent et ils l'ont élu en 2014». Quoi qu'il en soit, commentera encore Ouyahia, croire que les relations entre l'Algérie et la France seront affectées par cet épisode,

c'est faire montre de démagogie. «Une loi pour criminaliser le colonialisme français en Algérie ? Pour quoi faire ?» répondra encore Ouyahia qui ne fait, ici, que rappeler la position officielle de l'Algérie, maintes fois exprimée et à très haut niveau, notamment lorsque, en 2009, un groupe de députés du FLN a tenté de déposer un projet de loi dans ce sens.

Ouyahia citera l'exemple du Vietnam à titre de comparaison : «Ce pays n'a pas voté une loi criminalisant le colonialisme, mais a, en revanche, réussi à bâtir une économie solide. Et c'est la meilleure des revanches contre le colonialisme». Pour lui, «il est temps pour l'Algérie de concrétiser la deuxième partie de la déclaration du 1<sup>er</sup> Novembre 1954, à savoir bâtir un grand Etat démocratique et social». Il précisera davantage sa pensée : «Il est temps de valoriser la notion du travail.»

Ouyahia réitérera ses positions traditionnelles à ce sujet, notamment en matière de gestion et de dépenses. Il dénoncera plusieurs fois le populisme, précisant qu'à l'occasion, il ne vise nullement le gouvernement Sellal mais l'opposition. Il mettra particulièrement en garde contre le retour à l'endettement car, prévient-il, «le risque est là, aujourd'hui» si l'Etat ne met pas fin à ses habitudes dépensières, notamment quand il s'agit de calmer le front social.



Ahmed Ouyahia, SG du RND.

**«C'est Issad Rebrab qui a politisé l'affaire *El Khabar*»**

Sur un tout autre sujet brûlant de l'actualité de ces derniers jours, à savoir l'affaire du groupe *El Khabar*, le directeur de cabinet de la présidence de la République a eu des réponses lourdes de sens. «C'est le P-dg du groupe Cevital qui a politisé l'affaire avec ses déclarations où il appelait au départ du régime, ce que je ne peux applaudir, bien sûr».

Pour rappel, c'est Ahmed Ouyahia qui, le premier, avait exprimé «les réserves du pouvoir, quant à la transaction en question». C'était le 16 avril dernier, à l'occasion d'une rencontre régionale regroupant les militants du RND des wilayas du centre du pays, tenue à Zeralda.

Ce jour-là, Ouyahia s'en était également pris au patron du groupe Cevital et avait dénoncé les «monopoles dans le monde des médias». Ce qui augurait, déjà, d'une violente intervention du pouvoir dans cette affaire et qui prendra la forme d'un dépôt de plainte par le ministère de la Communication. Hier encore, Ouyahia a réitéré ses positions qui, évidemment, sont celles de l'Etat :

«La presse doit rester la presse, et l'homme d'affaires, un homme d'affaires», a estimé M. Ouyahia, précisant que «le phénomène des empires médiatiques et le monopole des médias suscitent les appréhensions dans de nombreux pays et pas seulement en Algérie». Cela donne suffisamment de visibilité sur ce qu'attend le pouvoir comme verdict dans cette affaire.

«Bouteflika est là jusqu'en 2019 et il gère convenablement les affaires du pays»

Refusant obstinément de revenir sur tout ce qui a trait à cette étrange affaire de Chakib Khelil, Ouyahia, relancé une nouvelle fois sur ses propres ambitions présidentielles, écarte net toute éventualité quant à l'avènement d'une présidentielle anticipée.

«Le Président Bouteflika est élu jusqu'en 2019 et il gère convenablement les affaires du pays. Occupons-nous des problèmes du pays, chacun à son niveau, pour le bien de l'Algérie, et chaque chose en son temps».

Par ailleurs, Ouyahia a soigneusement évité de revenir sur une autre «affaire», ses relations exécrables avec le secrétaire général du FLN, Ammar Saâdani. Il faut dire que, depuis quelques jours, ce dernier a brutalement cessé ses attaques, qui étaient d'une violence extrême, il y a seulement un mois, contre Ahmed Ouyahia, et pas seulement.

K. A.

## **HAMZA KHADRI, PRÉSIDENT DE L'ASSOCIATION ALGÉRIENNE DES ÉTUDES CONSTITUTIONNELLES ET JURIDIQUES :**

### «La menace sur l'unité nationale n'est pas une vue de l'esprit»

**«Les dangers qui peuvent attenter à l'intégrité territoriale et l'unité nationale de l'Algérie sont une réalité et ne relèvent plus d'une simple vue de l'esprit», estime le président de l'Association algérienne des études constitutionnelles et juridiques, nouvellement créée.**

**M. Kebci - Alger (Le Soir)**- Hamza Khadri, qui s'exprimait, hier, au forum du quotidien *El Moudjahid*, a longuement disserté sur le sujet tant, selon lui, notre pays ne peut demeurer en reste du vaste projet de subdivision de la sphère nord-africaine et moyen-orientale. «Les laboratoires européens et américains ont beaucoup travaillé et s'ils ont déjà divisé l'Irak, détruit la Syrie et la Libye, ils ne vont certainement pas laisser tranquille l'Algérie», dira-t-il. Et à l'orateur de mettre l'accent sur la «situation explosive à nos frontières avec, notamment, des groupes terroristes qui tentent vainement d'infiltrer le pays. Et les récentes prises d'armes et autres artilleries de guerre enregistrées par nos divers services de sécurité, notamment par notre armée, sont là pour illustrer l'étendue des dangers», ajoutera-t-il, non sans relever le «souci de notre voisin de l'Ouest de pousser les Sahraouis de nouveau à l'insurrection armée pour créer un autre foyer de tension et d'insécurité de ce côté-là de nos frontières».

Regrettant le fait que «beaucoup d'Algériens ne sentent pas encore ces dangers», Khadri invitera, au passage, la classe politique, notamment celle émergeant dans l'opposition, à «davantage de prise de conscience» quant à ces menaces sur l'unité nationale. Une unité nationale que la nouvelle Constitution a, selon lui, prise en charge à travers nombre de mécanismes. Dont, selon l'intervenant, la consécration des valeurs de fraternité, de dialogue et de réconciliation dans le préambule de la nouvelle loi fondamentale du pays, l'officialisation de la langue amazighe qui répond ainsi à une vieille revendication politique de nombre de partis comme le RCD, le FFS, le PT et même le FLN, mais aussi populaire et stratégique visant à prémunir le pays de toute velléité étrangère de division du pays avec, selon lui, des relais locaux. Et à Khadri de citer le mouvement indépendantiste kabyle, «financé, selon lui, par une association prônant la marocanité du Sahara occidental à hauteur de 13 000 euros mensuellement».

A noter que cette Association algérienne des études constitutionnelles et juridiques, agréée le 7 février dernier seulement, s'assigne comme objectif, selon son président, de constituer une véritable force de propositions à même d'accompagner les pouvoirs publics, que ce soit l'exécutif, le législatif dans ses deux chambres ou encore la présidence de la République dans l'élaboration des projets de lois et des diverses autres ordonnances et circulaires. Une manière d'impliquer le milieu universitaire dans la sphère législative tant elle recèle, selon Khadri, des compétences insoupçonnées dans tous les domaines, juridique, réglementaire, ....

M. K.

## **ENTRE AUTRES ARMEMENTS, 119 KALACHNIKOVS ONT ÉTÉ RETROUVÉES EN DEUX JOURS**

### El-Oued, un arsenal à ciel ouvert ?

**Plus qu'une base arrière, comme il en a existé beaucoup à travers le territoire national durant les années de feu, la vaste région d'El-Oued est apparemment devenue un haut lieu dédié au terrorisme et au trafic d'armes, si l'on en juge par la floraison de communiqués du MDN, depuis pratiquement le début de cette année.**

Une longue série de faits aussi impressionnants les uns que les autres particulièrement depuis cette nuit du 10 mars dernier, lorsqu'une opération a permis de mettre fin à la cavale de A. Kamel dit Abderrahmane, un terroriste recherché depuis une vingtaine d'années, et deux de ses compères, qui convoaient un impressionnant arsenal composé des fameux 6 missiles anti-aériens Stinger, une vingtaine de kalachnikovs, 3 lance-roquettes RPG-7, 2 fusils mitrailleurs RPK, 2 fusils à lunettes, 2 pistolets automatiques, 16 roquettes pour RPG-7, 4 grenades, 2 ceintures explosives, 383 balles de différents calibres, 97 chargeurs de munitions. C'est de là que, depuis, il ne se passe pas une semaine sans qu'un communiqué du ministère de la défense vienne alimenter les interrogations sur ce

qui se passe au sud-est du pays, d'autant que pas loin de là, sur la bande frontalière algéro-tunisienne, les temps ne sont pas vraiment à la grande quiétude.

Dans la région d'El-Oued, donc, depuis cette fameuse opération qui a abouti à la récupération des 6 systèmes anti-missiles Stinger, au fil des semaines qui ont suivi, ce sont pas moins de 14 terroristes que les militaires ont éliminés avec en prime la récupération d'importantes quantités d'armes de guerre, de munitions et de moyens de communication.

Les investigations menées par la suite, notamment l'exploitation d'informations fournies par un terroriste avant qu'il succombe à ses blessures, comme le rapportait le MDN à travers un de ses communiqués, n'ont pas été sans résultats puisque les militaires de la 4<sup>e</sup> RM

ont mis au jour vers la mi-avril dernier une autre cache, localisée à Kouinine, dans la daïra d'El-Oued, où étaient dissimulées 127 armes de guerre de différents types.

Après un répit de près de trois semaines, émaillé de quelques opérations autrement plus «banales», le compréhensible sentiment d'inquiétude et les interrogations suscitées par cette multitude de découvertes ont été alimentés de nouveau par une autre prise, plus impressionnante encore, samedi dernier dans la localité de Bir-Dher, toujours près d'El-Oued, avec ce lot d'armement constitué de 131 pièces dont... 117 kalachnikovs ! De quoi déclencher une guerre. Ceci, dans un premier temps, puisque, dans la journée de dimanche, la poursuite des recherches dans la même région a abouti à la récupération de 6 PA Tokarev et 2 autres kalachnikovs. De quoi couper court à toutes les interrogations et supputations, et se contenter d'attendre quelque éclaircissement, peut-être, sur cette filière qui se permet de faire entrer sur le territoire national autant d'armes.

M. Azedine